

Cour du travail de Gand
Nomination d'un conseiller social

Par arrêté royal du 25 octobre 1971, M. Keymolen, Omer, est nommé conseiller social effectif, au titre d'employeur près la Cour du travail de Gand, en remplacement de M. Minsaer, André, dont il achèvera le mandat.

Cour du travail de Bruxelles
Nomination d'un conseiller social

Par arrêté royal du 25 octobre 1971, M. Janssens, André, est nommé conseiller social au titre d'employeur, appartenant au régime linguistique français à la Cour du Travail de Bruxelles en remplacement de M. Dumortier, Paul, dont il achèvera le mandat.

25 OCTOBRE 1971. — Arrêté ministériel fixant les conditions et modalités d'agrément des laboratoires et des services chargés d'effectuer les prélèvements, analyses et contrôles demandés par les services médicaux du travail (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 147nonies, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 16 avril 1965 et complété par l'arrêté royal du 2 août 1968;

Vu l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines, notamment l'article 64nonies, inséré par l'arrêté royal du 16 avril 1965;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène des mines;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. Les laboratoires ou services prévus à l'article 147nonies du règlement général pour la protection du travail et à l'article 64nonies de l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines sont agréés aux conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2. L'agrément est limitée aux analyses et contrôles de substances ou agents qui sont énumérés dans l'acte d'agrément.

Seuls les laboratoires et les services agréés en exécution du présent arrêté sont autorisés à porter la dénomination : « Laboratoire (ou Service) agréé par le Ministère de l'Emploi et du Travail ».

Art. 3. Le laboratoire ou le service agréé est placé sous la direction effective d'un chimiste porteur d'un des diplômes universitaires suivants : licencié ou docteur en sciences chimiques, ingénieur civil chimiste ou ingénieur chimiste et des industries agricoles.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté du Régent du 11 février 1946, *Moniteur belge* des 3 et 4 avril 1946;

Arrêté du Régent du 25 septembre 1947, *Moniteur belge* du 1er octobre 1947;

Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* des 3 et 4 octobre 1947;

Arrêté royal du 16 avril 1965, *Moniteur belge* du 4 juin 1965;

Arrêté royal du 16 avril 1965, *Moniteur belge* du 4 juin 1965;

Arrêté royal du 2 août 1968, *Moniteur belge* du 24 août 1968.

Arbeidshof van Gent

Benoeming van een raadsheer in sociale zaken

Bij koninklijk besluit van 25 oktober 1971, is de heer **Keymolen, Omer**, benoemd tot werkend raadsheer in sociale zaken, als werkgever bij het Arbeidshof te Gent, ter vervanging van de heer Minsaer, André, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Arbeidshof te Brussel

Benoeming van een raadsheer in sociale zaken

Bij koninklijk besluit van 25 oktober 1971, is de heer **Janssens, André**, benoemd tot werkend raadsheer in sociale zaken, als werkgever van het Frans taalstelsel bij het Arbeidshof te Brussel, ter vervanging van de heer Dumortier, Paul, wiens mandaat hij zal voleindigen.

25 OKTOBER 1971. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -modaliteiten voor de laboratoria en de diensten belast met het verrichten van de door de arbeidsgeneeskundige diensten gevraagde monsternemingen, analyses en controles (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 147nonies, ingevoegd bij koninklijk besluit van 16 april 1965 en aangevuld bij koninklijk besluit van 2 augustus 1968;

Gelet op het besluit van de Regent van 25 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende de maatregelen op gebied van hygiëne en gezondheid der werknemers in de mijnen, ondergrondse groeven en graverijen, inzonderheid op artikel 64nonies, ingevoegd bij koninklijk besluit van 16 april 1965;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor hygiëne in de mijnen;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. De laboratoria of diensten bedoeld in artikel 147nonies van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming en in artikel 64nonies van het besluit van de Regent van 25 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende de maatregelen op gebied van hygiëne en gezondheid der werknemers in de mijnen, ondergrondse groeven en graverijen, worden erkend onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden.

Art. 2. De erkenning wordt beperkt tot de analyses en controles van stoffen of agentia die in de erkenningsakte zijn opgesomd.

Enkel de ter uitvoering van dit besluit erkende laboratoria en diensten mogen de benaming « Laboratorium (of Dienst) erkend door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid » dragen.

Art. 3. Het erkend laboratorium of de erkende dienst staat onder de werkelijke leiding van een scheikundige, houder van één der volgende universitaire diploma's : licentiaat of doctor in de scheikunde, burgerlijk scheikundig ingenieur of ingenieur in de scheikunde en in de landbouwindustrieën.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluit van de Regent van 11 februari 1946, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 april 1946;

Besluit van de Regent van 25 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 1 oktober 1947;

Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 oktober 1947;

Koninklijk besluit van 16 april 1965, *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1965;

Koninklijk besluit van 16 april 1965, *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1965;

Koninklijk besluit van 2 augustus 1968, *Belgisch Staatsblad* van 24 augustus 1968.

Le directeur du laboratoire ou du service dispose, dans l'exécution de ses missions, de toute l'indépendance technique et morale nécessaire, tant vis-à-vis de son employeur que vis-à-vis des entreprises pour lesquelles le laboratoire ou le service est appelé à opérer.

Art. 4. Le directeur du laboratoire ou du service est chargé des missions ci-après :

1° signer les protocoles des analyses et contrôles effectués sous sa direction ou, en cas d'empêchement, confier cette mission à un de ses collaborateurs qu'il a lui-même désigné à cet effet;

2° tenir un registre des opérations effectuées et garder toute correspondance qui s'y rapporte.

Dans ce registre, sont consignés sommairement les conditions expérimentales des prélèvements, des analyses et des contrôles ainsi que les résultats obtenus.

Ce registre est conservé pendant 6 ans au moins et est tenu à la disposition des fonctionnaires visés à l'article 9, 1°.

Art. 5. Les membres du personnel chargés d'opérations pour lesquelles l'agrément est accordée ne peuvent avoir aucun intérêt, direct ou indirect dans les entreprises que ces opérations concernent.

Art. 6. Tant les dirigeants des laboratoires et services agréés que les membres de leur personnel sont tenus de garder le secret des missions dont ils s'acquittent, même quand ils ont cessé leurs fonctions.

Art. 7. La demande d'agrément est adressée au Ministre de l'Emploi et du Travail et doit être accompagnée des renseignements et documents ci-après :

1° les nom, prénoms, qualité et adresse du demandeur et, si celui-ci est une personne morale, une copie de l'acte de constitution de la société ou des statuts de l'association ainsi que les nom, prénoms et adresse de ses dirigeants responsables;

2° l'indication précise des analyses et contrôles ainsi que la mention des substances et agents faisant l'objet de la demande d'agrément;

3° les nom, prénoms, adresse et titre universitaire de la personne qualifiée qui est chargée de la direction effective du laboratoire ou du service;

4° la composition du personnel scientifique et technique attaché au laboratoire ou au service ainsi que la qualification et les attributions de chacun de ses membres;

5° la nature et la destination particulière des installations et de l'équipement du laboratoire ou du service, ainsi qu'un relevé de la documentation scientifique dont le personnel dispose en vue d'exécuter correctement les missions énumérées dans la demande d'agrément.

Outre ces indications et les documents qui s'y rapportent, le Ministre de l'Emploi et du Travail ou son délégué peut exiger toutes autres informations qu'il juge nécessaires.

Art. 8. Toute modification apportée aux situations faisant l'objet des renseignements et documents joints à la demande d'agrément doit être communiquée sans délai au Ministre de l'Emploi et du Travail ou à son délégué.

Art. 9. L'agrément des laboratoires ou des services n'est accordée que si le demandeur et le directeur du laboratoire ou du service s'engagent à se conformer aux obligations ci-après :

1° permettre l'accès du laboratoire ou du service aux fonctionnaires chargés de la surveillance et du contrôle des lois et arrêtés relatifs à l'inspection du travail qui appartiennent aux administrations ayant dans leur mission la surveillance des mines, la sécurité du travail ou l'hygiène et la médecine du travail;

2° de permettre à ces fonctionnaires de vérifier l'exécution des missions confiées au laboratoire ou service;

3° étudier, à la demande de ces fonctionnaires, les méthodes d'analyse et de contrôle adéquates pour la mise en évidence, la mesure et le dosage des substances et agents visés dans la demande d'agrément;

4° leur transmettre tous les renseignements relatifs aux techniques et aux résultats des méthodes de travail appliquées, ainsi que les conclusions des analyses et des contrôles effectués;

5° effectuer les prélèvements, les analyses et les contrôles dans des délais normaux.

Bij de uitvoering van zijn opdrachten, beschikt de directeur van het laboratorium of van de dienst, over alle nodige technische en morele onafhankelijkheid, zowel ten opzichte van zijn werkgever als ten opzichte van de ondernemingen waarvoor het laboratorium of de dienst moet optreden.

Art. 4. De directeur van het laboratorium of van de dienst is met de volgende opdrachten belast :

1° de verslagen van de onder zijn leiding verrichte analyses en controles ondertekenen of, indien hij verhinderd is, die taak opdragen aan een van zijn medewerkers die hijzelf te dien einde heeft aangewezen;

2° een register houden van de uitgevoerde verrichtingen en alle briefwisseling in verband ermee bijhouden.

In dat register worden, op bondige wijze, de proefondervindelijke methoden van de monsternemingen, van de analyses en van de controles, alsmede de bekomen uitslagen opgetekend.

Dat register wordt gedurende ten minste zes jaar bewaard en wordt ter beschikking gehouden van de in artikel 9, 1°, bedoelde ambtenaren.

Art. 5. De personeelsleden, belast met verrichtingen waarvoor de erkenning werd verleend, mogen noch rechtstreeks noch indirect belang hebben in de ondernemingen waarop die verrichtingen betrekking hebben.

Art. 6. Zowel de leidende personen van de erkende laboratoria en diensten als de leden van hun personeel zijn gehouden het geheim van de door hen vervulde opdrachten te bewaren, zelfs na het beëindigen van hun functies.

Art. 7. De erkenningsaanvraag wordt gericht aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en moet vergezeld gaan van de volgende inlichtingen en documenten :

1° de naam, voornamen, hoedanigheid en het adres van de aanvrager en, zo deze een rechtspersoon is, een afschrift van de oprichtingsakte van de vennootschap of van de statuten der vereniging, alsook de naam, voornamen en het adres van haar verantwoordelijke leiders;

2° de juiste opgave van de analyses en controles, alsmede de vermelding van de stoffen en de agentia die het voorwerp van de erkenningsaanvraag zijn;

3° de naam, voornamen, het adres en de universitaire titel van de gekwalificeerde persoon die belast is met de werkelijke leiding van het laboratorium of van de dienst;

4° de samenstelling van het aan het laboratorium of aan de dienst verbonden wetenschappelijk en technisch personeel, alsmede de kwalificatie en de bevoegdheden van ieder der leden;

5° de aard en de bijzondere bestemming van de inrichtingen en van de uitrusting van het laboratorium of van de dienst, alsmede een opgave van de wetenschappelijke documentatie waarover het personeel beschikt om de in de erkenningsaanvraag vermelde opdrachten correct uit te voeren.

Benevens deze aanduidingen en de documenten die erop betrekking hebben, mag de Minister van Tewerkstelling en Arbeid of zijn afgevaardigde alle andere informatie eisen die hij nodig acht.

Art. 8. Elke wijziging in de toestanden waarop de bij de erkenningsaanvraag gevoegde inlichtingen en documenten betrekking hebben, moet onverwijld ter kennis worden gebracht van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid of van zijn afgevaardigde.

Art. 9. De erkenning van de laboratoria of van de diensten wordt slechts verleend, indien de aanvrager en de directeur van het laboratorium of van de dienst zich ertoe verbinden de volgende verplichtingen na te komen :

1° toegang verlenen tot het laboratorium of de dienst aan de ambtenaren belast met het toezicht en de controle van de wetten en besluiten betreffende de arbeidsinspectie, die behoren tot de administraties welke als taak hebben het toezicht op de mijnen, de veiligheid van de arbeid of de arbeidshygiëne en -geneeskunde;

2° deze ambtenaren toe te laten de uitvoering van de opdrachten die aan het laboratorium of de dienst wordt toevertrouwd;

3° op verzoek van deze ambtenaren, onderzoeken welke analyse- en controlemethoden geschikt zijn om de aanwezigheid van de in de erkenningsaanvraag bedoelde stoffen en agentia te bepalen, te meten en te doseren;

4° hun alle inlichtingen mededelen betreffende de technieken en uitslagen van de toegepaste werkmethoden, alsmede de conclusies van de verrichte analyses en controles;

5° de monsternemingen, de analyses en de controles binnen een normale termijn verrichten.

Art. 10. L'agr eation peut être suspendue lorsque le laboratoire ou le service ne remplit plus les conditions d'agr eation ou lorsqu'il ne respecte pas les prescriptions du présent arrêté.

L'agr eation peut être retirée lorsque, à dater du soixantième jour de la notification de la suspension, les causes de la suspension subsistent, ou bien, lorsque le laboratoire ou le service a été l'objet de deux mesures de suspension d'agr eation.

Art. 11. Les laboratoires ou services agr es sont placés sous le contrôle de l'Administration de l'hygi ne et de la médecine du travail.

Bruxelles, le 25 octobre 1971.

L. MAJOR

Art. 10. De erkenning kan worden geschorst, wanneer het laboratorium of de dienst niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, of zich niet houdt aan de voorschriften van dit besluit.

De erkenning kan worden ingetrokken wanneer, vanaf de zestigste dag na de kennisgeving van de schorsing, de oorzaken van de schorsing blijven bestaan, ofwel wanneer tegen het laboratorium of de dienst twee maatregelen tot schorsing van de erkenning werden getroffen.

Art. 11. De erkende laboratoria of diensten staan onder het toezicht van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde.

Brussel, 25 oktober 1971.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

Agr eation d'un expert de classe II, en matière de radiations ionisantes, en application de l'article 73 de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes

Par arrêté ministériel du 2 août 1971, M. Van Gerwen, Ivo, est agrée en qualité d'expert de classe II.

L'agr eation est limitée à une période de six ans.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines. — Démissions honorables

Par arrêté royal du 29 janvier 1971, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er juin 1971,   M. Camerlynck, C.C.A.C., receveur des domaines à Anvers.

Aux termes du même arrêté, M. Camerlynck est autorisé à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 29 janvier 1971, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er juin 1971,   M. Vanderslagmolen, J.M.J., conservateur des hypothèques   Tongres II.

Aux termes du même arrêté, M. Vanderslagmolen est autorisé à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 19 février 1971, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er juin 1971,   M. Lerusse, J.F., receveur de l'enregistrement à Li ge V.

Aux termes du même arrêté, M. Lerusse est autorisé à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 17 mars 1971 démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er juillet 1971,   M. Debruyne, M.A., conservateur des hypoth ques,   Termonde-II.

Aux termes du même arrêté M. Debruyne est autorisé à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

Erkenning van een deskundige van klasse II, inzake ioniserende stralingen, in toepassing van artikel 73 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen

Bij ministerieel besluit van 2 augustus 1971, wordt de heer Van Gerwen, Ivo, erkend als deskundige van klasse II.

De erkenning wordt beperkt tot een termijn van zes jaar.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, Registratie en Domeinen. — Eervolle ontslagverleningen

Bij koninklijk besluit van 29 januari 1971, wordt, met ingang van 1 juni 1971, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Camerlynck, C.C.A.C., ontvanger der domeinen te Antwerpen.

Luidens de bepalingen van hetzelfde besluit, mag de heer Camerlynck zijn pensioenaanspraak doen gelden en is hij gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 29 januari 1971, wordt, met ingang van 1 juni 1971, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Vanderslagmolen, J.M.J., hypotheekbewaarder te Tongeren II.

Luidens de bepalingen van hetzelfde besluit, mag de heer Vanderslagmolen zijn pensioenaanspraak doen gelden en is hij gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 19 februari 1971 wordt, met ingang van 1 juni 1971, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Lerusse, J.F., ontvanger der registratie te Luik V.

Luidens de bepalingen van hetzelfde besluit, mag de heer Lerusse zijn pensioenaanspraak doen gelden en is hij gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 17 maart 1971 wordt met ingang van 1 juli 1971, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Debruyne, M.A., hypotheekbewaarder te Dendermonde-II.

Luidens de bepalingen van hetzelfde besluit, mag de heer Debruyne, zijn pensioenaanspraak doen gelden en is hij gemachtigd de titel van zijn ambt eershulve te voeren.